

YIM SUNG-JOON

Conseiller, Lee International IP & Law Group; Ancien vice-ministre des Affaires étrangères et conseiller pour la sécurité nationale auprès du Président, République de Corée

Marcus NOLAND

Sans plus attendre, compte tenu du temps limité qui nous est imparti, je vous prie de vous en tenir à une intervention d'environ huit minutes maximum. Monsieur Yim, je vous laisse la parole.

YIM Sung-Joon

Merci Marcus, de me laisser la parole en premier, alors que je suis supposé être le dernier orateur, si l'on s'en tient à l'ordre alphabétique.

C'est toujours agréable de venir à Marrakech, même s'il est dommage et regrettable que ce soit pour parler du problème sécuritaire le plus grave auquel le monde est exposé actuellement.

Cette question n'a rien de nouveau, comme vous le savez tous. Depuis 25 ans, elle intéresse les responsables de la sécurité des pays les plus concernés. J'ai été très impliqué à l'avènement de cette question au début des années 1990 et j'ai vu des participants travailler de concert pour tenter de résoudre le problème. Aujourd'hui, les tensions sont fortes dans mon pays, non pas parce que nous attendons une nouvelle provocation de la Corée du Nord, mais bien à cause de l'arrivée du président Trump. Le gouvernement coréen a mis en place une vigilance maximale en matière de sécurité pour se protéger du président américain.

Comme je l'ai dit, la question nucléaire avec la Corée du Nord existe depuis 20 ans. Retracer toutes les phases de cette question prendrait des heures, je vais donc sauter le début et commencer par les développements les plus récents.

L'indignation mondiale face au programme nucléaire de la Corée du Nord s'intensifie depuis le mois de septembre de cette année, date à laquelle Pyongyang s'est vanté d'un test réussi de bombe à hydrogène et a menacé de faire exploser une autre bombe à hydrogène dans l'océan Pacifique occidental. Des attaques personnelles sans précédent entre le président américain et le dirigeant nord-coréen ont confirmé une nouvelle escalade dans la guerre des mots. M. Trump a appelé Kim Jong-un « Rocket man » et a déclaré aux Nations unies qu'il détruirait totalement la Corée du Nord en cas de menace. De son côté, Kim Jong-un a qualifié Trump d'« Américain gâteux mentalement dérangé ». J'ai dû chercher dans le dictionnaire le mot '*dotard*', utilisé par le leader nord-coréen : je ne savais pas ce qu'il voulait dire.

Nous devons clairement nous poser la question : pourquoi les efforts internationaux ont-ils échoué à empêcher la Corée du Nord de développer un programme d'armement de destruction massive ? Qu'est-ce qui est allé de travers ces 20 dernières années ? J'ai ma petite idée là-dessus...

Premièrement, la Corée du Nord a systématiquement triché, elle a dénoncé les accords qu'elle a signés, dans lesquels elle promettait de geler et d'arrêter son programme nucléaire en échange d'une garantie de sécurité et d'avantages économiques. Le pays est donc absolument responsable et doit être tenu pour tel.

Après la dévastation du pays par les bombardements massifs des États-Unis pendant la guerre de Corée et son isolement à la fin de la Guerre froide, la Corée du Nord s'est fixé pour objectif national de développer un programme d'armement nucléaire qui garantirait la survie de son régime en toutes circonstances. C'était aussi le commandement suprême et irrévocable de Kim Il-sung, fondateur de la Corée du Nord. Par la suite, ce

commandement a été inscrit dans la constitution. Pourquoi la Corée du Nord s'est-elle dans ce cas assise à la table des négociations et a-t-elle conclu ces accords pour dénucléariser ?

Rappelons-nous que la Corée du Nord a conclu trois accords, mais qu'aucun n'a été mis en œuvre. La réponse est simple : la Corée du Nord avait besoin à la fois de l'armement des missiles nucléaires et de certains avantages extérieurs, d'une garantie de sécurité, d'une aide économique et de la normalisation diplomatique avec les pays occidentaux. Le pays estimait pouvoir atteindre les deux objectifs en même temps : poursuivre son programme d'armement tout en négociant les avantages nécessaires. Aujourd'hui, la Corée du Nord poursuit officiellement le développement du nucléaire et de l'économie, une politique qu'elle a qualifiée de (« ByungJin JungChaek ») ou « politique à deux voies ».

Deuxièmement, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, dont moi-même, avons été déçus par l'escroquerie sans précédent de la Corée du Nord. Par la suite, les anciens responsables de l'administration Clinton ont déclaré qu'ils savaient que la Corée du Nord trichait sur le programme à base d'uranium hautement enrichi, et qu'ils prévoyaient d'utiliser les services de renseignements pour préserver le cadre existant, et mettre le plutonium sous clé. Tricher, ce n'est pas bien, mais être trompé est parfois pire. Ayant tiré les leçons de l'Histoire, l'administration Obama ne s'est guère souciée de relancer les pourparlers de désarmement avec le Nord, adoptant plutôt une politique qualifiée de « Patience stratégique ». Elle n'a rien fait, ce qui a eu pour conséquence de lui faire perdre du temps, et de permettre à la Corée du Nord d'améliorer sa maîtrise de la technologie nucléaire et des missiles. À de nombreuses occasions, y compris lors de sa campagne présidentielle, Trump s'est juré de résoudre la question nucléaire nord-coréenne. Il est actuellement en voyage en Asie, il arrivera à Séoul mardi matin, je pense, nous allons donc nous montrer très attentifs à ce qu'il va dire.

Malgré son discours très dur, son choix d'options n'est pas si large, en raison de restrictions inhérentes à chacune d'entre elles. Parmi les options potentielles suggérées, je voudrais en aborder quelques-unes et examiner leur potentiel pour atteindre l'objectif d'un démantèlement complet, vérifiable et irréversible du programme nord-coréen.

Tout d'abord, l'option militaire. Donald Trump a déclaré que toute option militaire américaine serait dévastatrice pour la Corée du Nord, mais il a ajouté que l'action militaire n'était pas l'option privilégiée de Washington pour gérer le programme balistique et nucléaire de la Corée du Nord. En théorie, si la Corée du Nord lançait un missile balistique intercontinental ciblant le territoire américain, la Corée du Sud ou le Japon, les États-Unis répliqueraient par une offensive préventive sur les sites militaires nord-coréens, ce qui pourrait déclencher des représailles massives de la Corée du Nord contre la Corée du Sud, voire le Japon. Ce scénario mettrait en péril la vie de millions de personnes dans la région. Peu importe ce qui a été dit sur une intervention militaire possible : dans les faits, ce scénario de guerre est la dernière option à envisager. Le président Moon, en Corée du Sud, et la Chine se sont ouvertement opposés à tout scénario de guerre sur la péninsule coréenne.

Deuxièmement, l'option de la nucléarisation de la Corée du Sud. Alors que la Corée du Nord est plus proche que jamais d'une capacité nucléaire à part entière, et que les perspectives de résolution de ce problème semblent faibles et lointaines, l'opinion publique sud-coréenne semble désormais privilégier un scénario dans lequel la Corée du Sud devrait également se tourner vers le nucléaire. Pour la communauté politique conservatrice du pays, la meilleure façon de traiter la provocation nucléaire et ses menaces est de doter la Corée du Sud de ses propres armes nucléaires ou de redéployer les armes nucléaires tactiques américaines, retirées au début des années 1990. Si la Corée du Sud choisissait cette option, elle serait confrontée à des difficultés insurmontables et à une forte opposition de la communauté internationale, y compris les États-Unis, la Chine, le Japon et d'autres.

Troisième option : des sanctions, accompagnées d'une démonstration de force, c'est-à-dire une dissuasion exhaustive par les États-Unis. Depuis que la Corée du Nord a effectué son premier essai nucléaire en 2006, le pays fait l'objet de sanctions économiques et financières imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU et la communauté internationale. L'administration Trump a récemment adopté un décret pour refuser l'accès de la Corée du Nord au système bancaire international. Ces évolutions, qui renforcent les sanctions imposées à la Corée du Nord, devraient être efficaces et sont assez différentes de celles enregistrées par le passé, qui ont échoué à affecter l'économie déjà anéantie de la Corée du Nord. Pour contrecarrer cette provocation permanente de la Corée du Nord, les États-Unis et la Corée du Sud ont récemment mis en place une vigilance militaire maximale et mené conjointement des exercices



militaires. Plusieurs ressources stratégiques américaines ont ainsi été déployées sur la péninsule coréenne et aux alentours, dont trois porte-avions. En fait, depuis son dernier test d'une bombe à hydrogène et le lancement d'un missile balistique intercontinental en septembre, la Corée du Nord a gardé le silence.

Ma conclusion est qu'une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire n'est tout simplement pas une configuration acceptable. Deuxièmement, à moins que la Corée du Sud et les États-Unis ne soient attaqués, les options militaires sont à écarter. Le maintien de sanctions sévères contre la Corée du Nord, associé à des efforts de dissuasion accrus et à une démonstration de puissance de la part des États-Unis, reste la meilleure option pour dissuader la provocation nord-coréenne, et permettre, à terme, un démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ce borbier. Enfin, si la Corée du Nord continue sur cette voie, la communauté internationale doit rester unie pour renverser le régime de Kim Jong-un.

Marcus NOLAND

Merci beaucoup d'avoir présenté les enjeux.